



Une lettre ouverte au ministre

La **Fédération nationale des pêcheurs plaisanciers et sportifs de France** vient d'écrire à Alain Vidalies, ministre chargé de la pêche, pour qu'il soutienne la position des pêcheurs amateurs lors du prochain conseil des ministres européens à Bruxelles. Le porte-parole des pêcheurs lui rappelle l'amertume qui règne dans les rangs des amateurs. « Les mesures (de 2015, NDLR) ont été perçues par les pêcheurs plaisanciers comme une double peine. Beaucoup d'entre eux ont choisi de ne plus pratiquer une activité de loisir aujourd'hui as-

phyxiée par les taxes et les interdictions. Les conséquences sur la filière nautique sont palpables : diminution des listes d'attente dans les ports, augmentation du nombre de bateaux d'occasion à la vente, diminution sensible du chiffre d'affaires chez les détaillants en articles de pêche (...) ». Rappelant les propositions faites par la FNPPSE, le signataire de cette lettre demande au ministre « de soutenir avec la plus grande détermination les mesures proposées par la Commission européenne pour la pêche de loisir, aujourd'hui en péril (...) » ■



Jean Kiffer est le porte-parole de la pêche loisir en France.

LE BAR, C'EST BON... POUR LE COMMERCE ET LE TOURISME !

« Le bar de la pêche de loisirs rapporte plus en terme de retombées économiques que le bar de la pêche professionnelle » martèle Jean Kiffer, le porte-parole de la pêche de loisir, à tous les élus qu'il croise.

Les pêcheurs amateurs, enjeu économique ?

Un colloque, organisé à Boulogne mercredi et jeudi,

a entre autres évoqué cet aspect méconnu du monde de la pêche de loisir. Les plaisanciers et touristes qui viennent tenter leur chance au bar, cueillir des moules ou pêcher des crevettes représenteraient chaque année plusieurs dizaines de milliers de personnes sur notre littoral. Ces amateurs, qu'ils passent une journée ou plus chez nous, ont besoin de se loger, de se restaurer, d'acheter du matériel... « La pêche à pied de loisir a un vrai poids économique et sociologique », ont même écrit ses défenseurs au ministre dans leur lettre ouverte.